



Assemblée générale

Distr. générale
10 mai 2022
Français
Original : anglais

Groupe de travail à composition non limitée sur la réduction des menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable

Genève, 9-13 mai 2022

Point 5 de l'ordre du jour

Échange de vues général

Au sujet des travaux du Groupe de travail à composition non limitée sur la réduction des menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable

Document soumis par la République de Corée

I. Introduction

1. Compte tenu de la multiplication des acteurs, de l'élargissement de l'accès à l'espace et du renforcement de la dépendance à son égard, l'espace devient chaque jour plus encombré, contesté et concurrentiel. En outre, la plupart des systèmes spatiaux ayant des caractéristiques à double usage, il est difficile de déterminer l'objectif de chaque système spatial et l'intention qui sous-tend certaines actions, ce qui augmente également le risque de mauvaise communication et d'erreur de jugement. Les actions concernant l'espace extra-atmosphérique peuvent entraîner la destruction, l'endommagement, le blocage, la perturbation ou la dégradation des systèmes spatiaux des États. Ces menaces pour la sécurité spatiale sont distinctes des risques ou des dangers spatiaux et nécessitent donc une attention particulière.

2. Par conséquent, toutes les nations, quel que soit l'état de leur technologie relative à l'espace, ont le même besoin clair et urgent de réduire ces menaces afin de garantir un environnement spatial sûr, sécurisé et durable, le monde étant de plus en plus dépendant des systèmes et services spatiaux. Un manque de réaction face à l'absence de normes, de principes et de règles en matière de sécurité spatiale entraînerait inévitablement des conséquences dommageables pour tous.

II. Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable

3. S'ils contiennent certaines dispositions relatives aux dangers et aux risques dans l'espace, les instruments juridiques internationaux existants, dont cinq traités relatifs à l'espace, ne permettent pas de répondre de manière adéquate aux menaces actuelles et potentielles pour la sécurité spatiale. En fait, la communauté internationale n'a pas de vision commune de ce qui constitue une menace spatiale et des comportements responsables permettant d'y faire face.



4. À ce titre, la République de Corée estime qu'il est opportun, pragmatique, réaliste et approprié d'entamer des discussions et une coopération internationales centrées sur une approche fondée sur le comportement pour faire face aux menaces dans l'espace. En conséquence, la République de Corée s'est portée coauteure des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la réduction des menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable (A/RES/75/36 et A/RES/76/231) et a soumis un rapport national au Secrétaire général en référence à la résolution 75/36 de l'Assemblée générale.

5. Dans sa contribution nationale ci-jointe, la République de Corée exprime son point de vue selon lequel les menaces spatiales devraient être définies en fonction de l'intention qui sous-tend l'action et le comportement plutôt qu'en fonction des capacités elles-mêmes et souligne la nécessité d'adopter une approche holistique et globale, compte tenu de la nature de l'espace. Il ne sera pas possible de faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés si ceux-ci ne sont pas correctement définis.

6. Par exemple, le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux ne couvre pas l'ensemble des menaces possibles. De même, de simples garanties ne peuvent pas assurer la sécurité internationale dans l'espace. Nous pensons que pour garantir des actions efficaces face aux défis liés à la sécurité de l'espace, il est nécessaire de développer plus complètement leur portée et leur définition, ainsi que les mécanismes de vérification.

III. Attentes à l'égard du Groupe de travail à composition non limitée et engagement de la République de Corée

7. Comme suite aux deux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et conformément aux mandats qui y sont énoncés, nous en sommes au stade de l'identification des menaces spatiales et des domaines où des normes, des règles et des principes de comportement responsable sont nécessaires. Nos efforts collectifs aux fins de cette mission contribueront à forger une vision commune parmi les États Membres de l'ONU. Ces efforts constitueront également un bon point de départ en vue de favoriser la sécurité spatiale et de mettre en place, finalement, un régime juridiquement contraignant dans ce domaine crucial.

8. La République de Corée est d'avis qu'une approche efficace devrait comporter, entre autres, un ensemble approprié de mesures de transparence et de confiance, des normes de comportement et des engagements politiques. Nous pensons qu'une notification multilatérale préalable à l'activité ou à l'action en ce qui concerne les comportements liés à la sécurité spatiale pourrait être efficace pour ce qui est de la transparence et du renforcement de la confiance et proposons donc de débattre des détails et de la faisabilité d'un tel mécanisme à un stade ultérieur des travaux du Groupe de travail à composition non limitée.

9. La République de Corée attend avec un grand intérêt la première réunion du Groupe de travail à composition non limitée, prochaine étape logique, et l'échange de vues avec tous les États membres et les parties prenantes concernées tendant à garantir un espace sûr, sécurisé et durable pour tous. En outre, l'existence du Groupe de travail est en soi une mesure de transparence et de confiance qui accroît la compréhension mutuelle et la communication entre les différents acteurs.

10. La République de Corée entend également aller de l'avant en s'appuyant sur les résultats de cette première session et approfondir les discussions au niveau régional avec les partenaires de l'ASEAN, notamment en coorganisant un séminaire en ligne sur la sécurité spatiale avec l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et la Secure World Foundation les 23 et 24 mai 2022.

11. La République de Corée saisit cette occasion pour exprimer sa ferme volonté de jouer le rôle qui lui revient à cet égard aux côtés des pays partenaires et continuera à participer de manière constructive aux travaux des instances compétentes.

Annexe

[Anglais seulement]

Republic of Korea's National Report on the United Nations General Assembly Resolution A/RES/75/36

I. Why Space Matters

1. As the sphere of human activities in terms of economic, scientific and security expands beyond the earth toward space, it has become more important to **maintain safety, security, and sustainability** in space. Due to wide-ranging applications from telecommunications to navigation and weather forecasting with data collected, transferred and transmitted through satellites and communication devices, the world is increasingly dependent on space-based services and the broader space domain **in daily lives**.

2. In terms of **national defense**, at the same time, the future warfare is highly dependent on space: satellite information, ISR (Intelligence, Surveillance and Reconnaissance) capabilities, Command and Control (C2) system, radar, missiles and missile defense systems, and other high-tech military capabilities are all inseparable from space activities, which become **the concerns in terms of arms control**.

3. As a space-faring nation, the Republic of Korea (ROK) believes that activities in space is imperative for **both prosperity and security**. For instance, in the ROK's *Space Development Promotion Act*, Article 1 states that its purpose: to facilitate the peaceful use and scientific exploration of outer space and to contribute to national security, the sound growth of the national economy, and the betterment of citizen's lives by systemically promoting the development of outer space and by efficiently using and managing space objects. This epitomizes the ROK's view *vis-a-vis* space.

II. Risks/Hazards and Threats

4. With the advent of New Space era, space is becoming **increasingly congested, contested, and competed** by a number of actors and objects. Even non-state actors are actively participating in space activities. The cross-cutting nature of space technology means that the challenges we are facing require responses which include **both civilian and military aspects**. Most of the space activities have **dual-use characteristics**, it is therefore, hard to distinguish the purpose or intention in advance. Some benign technologies or activities in space, unless used in such purpose, might become serious concern to one's security. Due to such nature **with limited capabilities to verify, combined with lack of transparency**, a certain move, action or activity in space could constitute threat or perception of threat to other countries. Against such backdrop, the ROK government's preliminary view on the concept of "risks/hazards" and "threats" are as follows:

Space Risks/Hazards

5. The ROK government views the concept of space hazards include consequences **not caused by deliberate actions**. In ROK's domestic law, we already have the definition of space hazards. In the abovementioned ROK's *Act*, Article 2 defines the term "space hazards" as risks of crash, collision of space objects in outer space. In the *1st National Basic Plan for Space Hazards (2014~2023)*, which is an official plan established on the basis of the *Act*, "space hazards" are defined as any risks caused by crash or collision of natural space objects and/or artificial space objects or solar storm which could give damage, injury or harm to people's safety and space assets.

6. The hazards in outer space include any risks or/and dangers causing damage, injury or harm to life and property in space or on ground caused by any space objects or/and phenomena emerged naturally or/and artificially, which include both natural space objects

such as asteroid, meteoroid, and any other object formed naturally in space and artificial space objects designed and manufactured for use in outer space including space launch vehicles, artificial satellites, spaceships, and the components thereof.

Threats, and Impacts of Space Threats

7. The arms race in space will continue to spiral under the circumstances that states do not certain about the intention of others' activities. With lack of understanding on the intentions behind any given activities and lack of transparency, more countries will rely on counter-space measures for defense and this will make the **spiral of cyclical escalation of tensions** towards **potential weaponization of space** and even **aggressive actions**. Thus, the space threat and perception of those threat, no matter how we define, will impact international security.

8. The ROK could find that some tries to define space threats based on the *capability itself* such as kinetic, non-kinetic, electronic and cyber capabilities. Use, demonstration or testing of those capabilities could threaten others. On the other hand, threats could be defined based on the *intention* of certain action or activities to the space system and people, and the ROK government preliminarily sees threat in that point of view. The ROK government sees that any activities **intended to destroy, damage, deny, disturb or degrade** space assets of other States should be deemed as a threat.

9. The ROK government believes that existing international legal instruments, including hard law documents such as the five Outer Space treaties, as well as soft law mechanisms such as the LTS Guidelines or Space Debris Guidelines provide some regulation of hazards and risks in outer space. On the other hand, the ROK government believes that there is no international legal regime specifically dealing with the deliberate threats of States to space assets or activities of other States. This may be partly attributed to the fact that the focus has been on regulating weapons or capabilities themselves,

10. This lack of progress, as well as the difficulty in identifying intent behind certain space activities of States, suggest that an approach based on observable behaviour is appropriate in regulating "threats" in outer space. Such an approach should focus on regulating deliberate threats of States, as well as mitigating the possibility of misperceptions of threats that may provoke unnecessary tensions between States.

III. Responsible versus Irresponsible behaviour

11. Since **verifying intention in space is almost difficult and challenging** without official declaration from a space object's operator, we could only judge in light of what we can observe. In this context we should **encourage space actors to behave transparently and responsibly** and discourage **irresponsible behaviour**.

12. In this sense, the ROK government views that responsible behavior includes measures to **increase transparency and build confidence**.

13. Already put in place in the final report of the United Nations Group of Governmental Experts on Space TCBMs, we could refer from the specified measures to build trust in space, including : *information exchange on national space policy and goals, and exchange of information on military space expenditures; information exchange on activities in outer space, including orbital parameters, possible conjunctions, natural space hazards, and planned launches; notifications on risk reductions such as scheduled maneuvers, uncontrolled high risk re-entries, emergency situations, intentional orbital breakups; and voluntary visits to launch sites and command and control centers, and demonstrations of space and rocket technologies*. Also in this context, the ROK government sees that **space situational awareness (SSA)** is imperative. In order to increase visibility and predictability in space, sharing information gathered through states' SSA is what is more necessary.

14. On the other hand, the ROK government believes that irresponsible behaviour could include the very concept of "space threat" mentioned in this report, particularly the types of behaviour that constitute a violation of the United Nations Charter or key principles of

international humanitarian law. One example would be deliberately, in an armed conflict, hampering the functions of a satellite predominantly used for civilian purposes.

15. Irresponsible behaviour could also include activities that are not themselves threats, but those that have the objective possibility of provoking miscalculation or misperception of threats among States. One specific example of that kind would be the testing or use of Direct Ascent Anti-Satellite weapons in a way that creates long-lived space debris without appropriate international consultations with potentially affected States.

IV. Way forward

16. Due to differences in space capabilities among states, difficulties in reaching agreement in core concepts such as space weapons, and verification issues, it is premature to formulate a legally-binding treaty in the field of space security. However, leaving the vacuum of norm, principles, and regulations unattended, and letting the actors exercise free hands in the outer space would be detrimental in light of the ever increasing use of space.

The ROK government views that this resolution is not prescriptive nor exhaustive in our joint search of legally-binding norms in prevention of arms race in outer space, which would be desirable as an ultimate goal. In the meantime, we believe that our collective efforts towards defining threats and responsible behaviours will serve as meaningful stepping-stones toward a creation a legally-binding norms in the area of space security. These efforts may also help clarify the content of international legal norms so as to illuminate their scope of application to space security issues, and facilitate their application in light of rapid changes in space technology.
